

## Débat avec Jean Gadrey sur la croissance

### La croissance, mon livre et l'ami Harribey

8 octobre 2010

Jean-Marie Harribey a publié sur son blog un très long commentaire sur mon livre. Je l'en remercie car c'est stimulant et valorisant, bien que par endroits un peu difficile à suivre pour des non-économistes. Mais comme disait l'ancêtre préféré de Jean-Marie, « Il n'y a pas de route royale pour la science, et ceux-là seulement ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés »...

Cela dit, je vais essayer de répondre à Jean-Marie en suivant des sentiers moins escarpés et plus courts. Je me limiterai pour cela aux objections que je trouve les plus importantes. Mes réponses (JG) sont insérées à la suite d'extraits du texte de Jean-Marie (JMH), texte auquel on peut se reporter pour avoir l'intégralité de ses arguments.

*JMH Jean Gadrey montre qu'au-delà d'un certain niveau de PIB, les gains en termes de bien-être disparaissent. Ainsi, si l'on cherche une corrélation entre le niveau du PIB par habitant et le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire, on ne la trouve pas dès que l'on dépasse 12 000 dollars de PIB annuel par habitant. Évidemment, comment pourrait-on la trouver puisque ces taux de scolarisation sont déjà à 100 % ou très proches de ce maximum ? ... C'est la même chose pour l'espérance de vie, autre corrélation recherchée dans le livre, car il y a une limite à l'augmentation de l'espérance de vie. ... on ne peut rechercher dans la mathématique la preuve que le PIB ne peut apporter et représenter indéfiniment le bien-être. Cette preuve, il faut la chercher ailleurs, notamment dans l'irréductibilité de la valeur d'usage à la valeur économique... Et, contrairement à ce que semble vouloir dire Jean Gadrey (p. 38), la richesse économique (pas la richesse globale) qu'il veut réduire ne se résume pas à la richesse marchande... La question... renvoie aux différents niveaux et différentes formes de la richesse, sur lesquels il devrait pouvoir être trouvé un terrain d'entente : la richesse, dans son sens le plus général dépasse la richesse économique exprimée sous forme monétaire, qui elle-même ne se réduit pas à la valeur marchande.*

JG1 Je commence par la dernière phrase, pour dire mon accord total avec cet énoncé, ce qui n'invalide pas mes constats statistiques de découplage entre le PIB/h et le bien-être vu que la richesse issue du secteur non marchand est, elle aussi, mesurée dans le PIB sans aucune considération d'impact sur le bien-être, sur la santé, l'éducation... Voir mon billet « Santé : toujours plus n'est pas toujours mieux ».

Sur l'objection technique du début de cet extrait, il est vrai que beaucoup d'indicateurs de bien-être sont des variables bornées par construction, dont le taux de scolarisation (ou encore le degré de « satisfaction de vie » que j'évoque page 32 en mentionnant exactement l'objection de Jean-Marie). Mais on est encore loin d'être proche de 100 % pour les 36 pays dont le PIB/h dépasse 12 000 dollars (on est entre 75 % et 100 %), de sorte que c'est quand même un résultat digne d'intérêt (à mon avis) que des pays deux à trois plus « riches » que d'autres (au sens du PIB/h) ne scolarisent pas plus que ces derniers.

C'est encore plus vrai pour l'espérance de vie, où le graphique présenté page 35 indique que, pour les pays au dessus de 18 000 dollars de PIB/h, on peut aller de 76 à 82 ans d'EV, sans

corrélation au sein de ce groupe de 29 pays. Et une bonne dizaine d'autres corrélations que j'ai faites et non reproduites dans mon livre disent la même chose.

Enfin, je ne crois pas qu'on puisse dire qu'avec ces statistiques je recherche des « preuves » que le PIB ne peut indéfiniment accroître le bien-être. Je suis bien plus prudent (voir en haut de la page 38). Il s'agit d'indices multiples et convergents amenant juste à questionner le dogme de la richesse économique croissante apportant le « progrès ». Et donc je suis bien d'accord pour dire, comme Jean-Marie, même si c'est avec d'autres mots, qu'on ne peut pas se contenter de ces constats statistiques, que je crois toutefois utiles, qu'il faut se pencher sur l'évaluation de toutes les richesses auxquelles nous tenons, et que les valeurs d'usages et les besoins sociaux sont irréductibles à la valeur économique.

*JMH Si Jean Gadrey a raison de dire que la croissance sectorielle ne mesure que des variations physiques, il ne peut ignorer que, sur le plan de l'ensemble de l'économie, la variation dite « en volume » est calculée à partir des valeurs ajoutées exprimées monétairement, même une fois éliminée l'inflation. Son raisonnement ne serait juste que si les futurs biens et services soutenable étaient identiques à ceux d'aujourd'hui. Or, d'un côté, il nous dit avec raison qu'ils seront d'une nature différente, en termes d'utilisation des ressources et de qualité et aussi de travail et donc de valeur, et qu'on a affaire à « des paniers n'ayant pas la même structure » (p. 94). De l'autre, il retient une « hypothèse centrale » (p. 87) totalement opposée, selon laquelle une tonne de blé bio ne serait pas distinguée d'une tonne issue de l'agriculture polluante (p. 85-86) ou bien que « la tonne de blé moderne est la même chose que la tonne de blé ancienne » (p. 87).... on ne sait pas a priori si le passage à une économie écologique entraînera une hausse ou une baisse du PIB dont le « volume » sera toujours calculé en multipliant des quantités physiques par des prix, même une fois déduit le taux d'inflation... En définitive, le projet que l'on pourrait considérer comme souhaitable peut, quoi que Jean Gadrey en dise et bien que cela puisse surprendre à première vue, se résumer ainsi : diminution des volumes produits (donc moindre ponction sur les ressources naturelles et moindre dégradation des écosystèmes) et, pourtant, possible augmentation du PIB.*

JG2 Il y a dans ce qui précède la reprise partielle d'arguments échangés entre nous depuis environ deux ans, avec des évolutions de part et d'autre. Mes propres arguments antérieurs peuvent être trouvés dans plusieurs billets de mon blog, ceux des 5 mars, 22 mars, 30 juin, 6 juillet et 14 octobre 2009...

Un malentendu d'abord. Lorsque je parle d'une « hypothèse centrale » et que j'écris « une tonne de blé moderne est la même chose qu'une tonne de blé ancienne » (p. 87), je fais clairement allusion à un raisonnement que je critique « vertement » juste après ! Merci de ne pas m'imputer des arguments que je cite pour mieux les combattre...

Cela dit, on n'est plus si loin d'une convergence : Jean-Marie écrit que le projet pourrait être « diminution des volumes produits (donc moindre ponction sur les ressources naturelles et moindre dégradation des écosystèmes) et, pourtant, possible augmentation du PIB. ».

Ma réponse est : 1) cet énoncé me convient, moyennant des précisions sur les termes « augmentation du PIB ». 2) s'il y a diminution des volumes produits (globalement), alors le PIB en volume diminue, or une diminution du PIB en volume c'est par définition une croissance négative. 3) Mais en revanche il n'est pas exclu que le PIB en valeur monétaire progresse, notamment s'il s'avère qu'il faut plus de travail (et de meilleure qualité) pour produire ces volumes moindres (mais de plus haute qualité).

*JMH En ne distinguant pas suffisamment productivité horaire du travail et productivité par tête, on ne voit pas que l'« enrichissement de la croissance en emplois » (p. 81), chère aux économistes libéraux, est l'exact inverse mathématique de la baisse de la productivité par tête réclamée par Jean Gadrey, et que l'évolution de la productivité par tête et celle de la productivité horaire peuvent diverger : par exemple, pour une production donnée, la productivité par tête diminue si l'on embauche, mais la productivité horaire reste constante si on diminue proportionnellement le temps de travail individuel. On voit donc que la baisse de la première n'entame pas l'efficacité productive si la seconde reste au même niveau, une fois s'être assurés de l'absence de conséquences fâcheuses sur la nature.*

JG3 Dans mon livre, je défends (comme Daniel Tanuro) l'idée que même la poursuite de la croissance de la productivité HORAIRE pose un problème, notamment en raison de la dernière phrase de Jean-Marie « une fois s'être assurés de l'absence de conséquences fâcheuses sur la nature ». Je suis très sceptique sur la possibilité de continuer à faire progresser la productivité horaire à l'avenir sans dommages graves aussi bien sur la nature que sur les « services de développement humain » (pages 82-84). Ceci ne s'applique qu'à l'échelle macroéconomique, évidemment, car des gains sectoriels de productivité (horaire) sont à attendre et même à souhaiter (mon livre pages 74-75).

*JMH Jean Gadrey appelle de ses vœux quelque chose qu'il hésite à nommer : « croissance qualitative » étant pour lui un oxymore, il pencherait plutôt pour « belle "croissance désirable" » (p. 132). Or ne suffit-il pas de réhabiliter le concept de développement qualitatif ?*

JG4 L'adoption de la notion de « développement qualitatif » me conviendrait, et l'usage que je fais (avec d'autres) de « développement humain durable » va dans ce sens. Mais la question des mots, même si elle compte, est moins décisive que celle qui consiste à savoir ce qu'ils recouvrent. Je n'ai pas l'impression que nous ayons de désaccord sur ces finalités.

*JMH Dans le dernier chapitre du livre d'Attac et Copernic sur les retraites, j'ai pour ma part estimé que la part de la masse salariale dans le PIB devrait progresser jusqu'à 78 % pour financer les retraites s'il n'y avait pas du tout de croissance pendant quarante ans, soit une augmentation d'environ 13 points par rapport à aujourd'hui. Il serait étonnant que ce soit à un tel scénario que pense Jean Gadrey, d'autant qu'il prône un « développement des services hors logique marchande » (p. 146)...*

JG5 Mon problème avec l'argument et le chiffrage qui précèdent est que je conteste la méthode d'analyse et les concepts économiques traditionnels utilisés par Jean-Marie pour obtenir ce chiffre assez effrayant d'une augmentation nécessaire de 13 points de PIB pour les salaires d'ici 2050 s'il n'y a pas de croissance. Avec ce chiffre, les gens concluront qu'on aura besoin de croissance, car il est difficile d'envisager de « récupérer » 13 points. Je me suis promis de ne pas détailler mon désaccord sur cette analyse tant que nous sommes engagés ensemble dans une action d'une très grande importance. On verra plus tard pour les contradictions au sein du peuple... des économistes de gauche. Juste une idée générale : je crois impossible de penser le « développement qualitatif » des décennies à venir en utilisant les méthodes des projections économiques du passé en « volumes » (croissance, gains de productivité, durée du travail, emplois, pouvoir d'achat...). J'ai évoqué cette question sur mon blog dans mon billet du 4 mai 2010, entre autres.

*JMH Prédire pour le moyen terme un avenir positif ou négatif à la croissance relève de la boule de cristal, tellement les transitions à opérer seront complexes et se traduiront*

*vraisemblablement par des baisses ici et des hausses là... Toute discussion sur le contenu de la production, car l'important est là, ne peut s'exonérer de revisiter les concepts irréductibles de valeur d'usage (richesse au sens large) et de valeur économique (dont l'expression est monétaire et qui se scinde en valeur marchande et valeur non marchande). Et, au total, bien malin qui donnera à l'avance le bilan général en termes de PIB, car la croissance peut se nicher là où on ne l'attend pas. Et le diable est toujours dans les détails.*

JG6 Je peux être d'accord avec tout cela, mais sous réserve de préciser, ce qui n'est pas fait, si on parle de croissance du PIB en volume ou en valeur (voir la fin de ma remarque JG2).

Je termine par une remarque générale. Si l'on met bout à bout toutes les remarques et critiques de Jean-Marie, on aboutit à ceci : un désaccord (ou au moins une très forte réserve) sur la thèse principale (et sur le titre) de mon livre. Mais puisque Jean-Marie termine son billet en parlant de mes « grands écarts » (nous avons tous de telles « tensions », sinon comment évoluerions-nous ?), je vais faire de même à son intention (et en pensant à d'autres amis économistes).

Je pense qu'il y a une tension entre le Jean-Marie philosophiquement objecteur de croissance (depuis longtemps) et le Harribey économiste faisant largement confiance aux concepts usuels des comptes nationaux pour faire des projections et pour penser l'avenir, y compris celui des retraites et de leur financement. Or toute la question selon moi est de savoir si cela représente deux points de vue complémentaires ou deux approches contradictoires.

*JMH. Le lecteur que je suis et qui prétend critiquer a le beau rôle...*

JG. C'est vrai, mais d'une part c'est utile, et d'autre part c'est à charge de revanche... Donc merci pour cet exercice de critique approfondie qui m'honore et que j'apprécie à sa juste valeur... non économique.

Jean Gadrey répond sur son blog à mon commentaire de son livre. Il numérote ses réponses et je suis sa numérotation.

1

Il est vrai que Jean Gadrey signale que, par construction statistique, le degré de satisfaction est conventionnellement fixé entre les bornes 0 à 10. Mais les limites du degré de scolarisation ou de l'espérance de vie sont d'un autre ordre : elles tiennent à la nature des phénomènes car le taux de scolarisation plafonne à 100 % et l'espérance de vie n'est pas extensible à l'infini ; ces limites ne tiennent pas au choix de méthode du statisticien.

Il est donc tout à fait normal de voir la progression de ces deux indicateurs se ralentir, indépendamment de l'évolution du PIB. Dit autrement, plus le taux de scolarisation augmente, plus on s'approche de sa limite qui est de 100 %. C'est la même chose pour l'espérance de vie.

L'écart entre 76 et 82 ans est non significatif pour l'objet recherché. C'est le même écart que l'on observe à peu près entre hommes et femmes. Et il ne viendrait pas à l'idée de rechercher une corrélation de cet écart avec le PIB.

La « prudence » dont fait preuve Jean Gadrey (p. 38) porte sur une autre question : « une corrélation n'est pas une causalité », précaution habituelle, mais ici la prudence dont il aurait

fallu faire preuve porte sur la recherche d'une corrélation qui, pour les exemples cités, n'a aucun sens, sauf pour légitimer une posture prise *a priori*, consistant à trouver une preuve statistique que le PIB n'apporte pas de gain de scolarisation ou d'espérance de vie au fur et à mesure qu'ils se rapprochent... de leur limite intrinsèque respective.

2

C'est le point principal que je conteste dans le livre de Jean Gadrey.

Il me reproche de lui avoir attribué une « hypothèse centrale » d'invariance des biens qu'il critique. Certes, il la critique mais pour la reprendre dans toute sa thèse que j'ai appelée précisément centrale et qui aboutit à une contradiction parce qu'il tend à assimiler une augmentation des prix (consécutive à une valeur ajoutée supérieure) à de l'inflation. Et cela, je maintiens que c'est carrément faux.

Reprenons l'exemple que j'ai pris cent fois mais qu'il faut reprendre une cent-unième. Les comptables nationaux savent très bien faire la différence entre une tonne de blé merdique et une tonne de blé bio. Ce dont parle Jean Gadrey, c'est, d'un côté, de la variation du prix de la tonne merdique entre une année et la suivante, et, de l'autre, de la variation du prix de la tonne bio entre les deux années. Ces deux variations de prix, pour chacun des deux produits différents, on va les éliminer pour calculer la valeur du produit global. Mais on ne va pas éliminer la différence de prix (de valeur ajoutée) entre le blé merdique et le blé bio. C'est le point central de nos désaccords et dont la résolution détermine le fait de savoir comment évoluera le *PIB en volume exprimé monétairement*.

Autrement dit, on ne peut pas soutenir successivement :

- le PIB (qui est monétaire, car il n'y a pas d'un côté un PIB physique et de l'autre un PIB monétaire) se définit comme la somme des valeurs ajoutées ;
- lorsque la somme des valeurs ajoutées augmente, le PIB diminue.

Cela rappelle trop un autre pas chassé, celui pratiqué par les partisans de la décroissance qui disent avec aplomb :

- la croissance, c'est l'augmentation de la production ;
- la décroissance n'est pas la diminution de la production.

Il faut arrêter ce genre d'embrouillamini jésuitique porteur de mystification politique. Si Jean Gadrey admet que « il n'est pas exclu que le PIB en valeur monétaire progresse », ou bien il rend justice à ce que je lui dis inlassablement, ou bien il se contredit d'une ligne à l'autre.

3

S'il y a des gains de productivité dans certains secteurs et pas dans d'autres, on ne peut savoir à l'avance quel sera le bilan final. Donc cela invalide la conclusion de Jean Gadrey qu'il pose... au départ : il n'y aura pas de gain au niveau macro-économique.

4

Si « développement qualitatif » convient, il n'y a pas à s'encombrer de « décroissance » et, sur ce point, ce que dit Georgescu-Roegen est très pertinent, contrairement à ce que disent tous (sans exception) les partisans de la décroissance qui font semblant de l'ignorer.

5

Là, je tombe des nues.

1) On ne doit pas chiffrer parce que ce serait « effrayant », dit Jean Gadrey. Pourtant, on évalue bien les risques climatiques autrement plus effrayants.

2) Mon chiffrage n'était pas une norme prescrite. Il visait à donner un ordre d'idées. Tout de même, 13 % c'est juste (c'est drôle, n'est-ce pas ?) la part des dividendes et assimilés dans le

PIB en France. Donc 13 %, c'est ni plus ni moins que l'euthanasie des rentiers chère à Keynes ; bref, la révolution : effrayant !

3) Penser le développement qualitatif ne dispensera pas de verser des revenus monétaires. Je peux me mettre la tête dans le sable mais cela ne supprime pas la question.

6

Je disais dans mon commentaire initial : « Bien malin qui donnera à l'avance le bilan général en termes de PIB, car la croissance peut se nicher là où on ne l'attend pas. Et le diable est toujours dans les détails. »

Et Jean Gadrey répond : « Je peux être d'accord avec tout cela, mais sous réserve de préciser, ce qui n'est pas fait, si on parle de croissance du PIB en volume ou en valeur. »

Ce qui n'est pas fait ??? Jean Gadrey ne veut pas se résoudre à admettre que le PIB dit « en volume » est exprimé en valeur (monétaire). Dans le PIB agrégé pour l'ensemble de l'économie que l'on dit en volume, on ne compte plus en unités physiques mais en monnaie, même après avoir éliminé la hausse des prix inflationniste. C'est à se demander si, derrière cette controverse, ne se niche pas un oubli du fait monétaire. Et cela n'a strictement rien à voir avec « une confiance aux concepts usuels des comptes nationaux pour faire des projections et pour penser l'avenir ». C'est au contraire vérifier qu'on a une bonne comptabilité nationale ou une comptabilité nationale améliorée.

Si la société se transforme socialement et écologiquement, on continuera à compter les revenus qui seront issus, et qui ne peuvent être issus que, du PIB. À charge pour nous de faire en sorte que le contenu de celui-ci soit radicalement différent. Il faut cesser de dire ou de laisser dire par les blogueurs qu'on peut se dispenser de parler de revenus à répartir. C'est l'un des problèmes clés de la question des retraites entre autres.

Pour que les choses soient claires, j'ajoute un point que je n'avais pas indiqué dans mon commentaire, tellement il était déjà trop long. S'il y a une augmentation de la valeur ajoutée bien qu'obtenue avec des productions globalement réduites en quantités physiques – synonyme pour moi de croissance du PIB, mais pas pour Jean Gadrey –, cette plus grande valeur ajoutée aura logiquement pour équivalent un plus grand revenu national qui se traduira par un... *moindre pouvoir d'achat* en termes de quantités de biens et services. Il faudra alors espérer que l'amélioration de la qualité qui résultera de la modification des processus de production compensera, et au-delà, la diminution des quantités : par exemple, au lieu de pouvoir manger deux fois par jour de la viande merdique produite dans des élevages intensifs, on mangera de la bonne viande une fois tous les deux ou trois jours ou une fois par semaine...

C'est mon grand écart : écarter le laps de temps entre deux prises de bonne viande ou d'autres bonnes choses. Quand je parlais de celui de Jean Gadrey, je parlais de l'écart entre deux idées exprimées par lui, je n'insinuais pas une schizophrénie marquée par la dissociation de son prénom et de son nom.

Mon premier livre était intitulé *L'économie économe, le développement soutenable par la réduction du temps de travail*. Il n'y avait pas, il me semble, d'écart entre l'objectif « philosophique » (ce n'est pas moi qui parle) de transformer les rapports sociaux/écologiques et le chiffrage que j'avais proposé sur la réduction des inégalités pour financer la RTT. Chiffrage repris ultérieurement par... le pape français de la décroissance !!! Ah, je souris, en n'étant pas « objecteur de croissance » mais « objecteur de capitalisme » et donc d'accumulation infinie. La nuance est mince ? Pas sûr...